

gressivement ces barrières. Il a dit qu'il retirerait les subventions de base accordées sur les produits agricoles et le processus est déjà en voie d'application. Ces subventions ont été accumulées au cours des années pour que l'égalité règne entre le lot du cultivateur et celui des membres des autres secteurs de l'industrie canadienne et aussi pour que leur niveau de vie soit semblable. Or, le gouvernement a dit qu'il retirerait les subventions.

Qu'est-il arrivé à l'industrie laitière au Canada, cette industrie qui a toujours fait la fierté et la joie du Canada et des Canadiens? Que lui est-il arrivé? Depuis cinq ans, nous avons assisté à la disparition, non pas de centaines, mais de milliers de troupeaux laitiers.

M. McCleave: Quelle honte.

M. Danforth: Les cultivateurs canadiens produisent aujourd'hui tout juste ce qu'il faut pour répondre à la demande car, par suite des recherches entreprises par le ministère de l'Agriculture sur les méthodes d'affouragement et de production, la production par unité agricole a augmenté. La politique laitière du gouvernement dépasse presque l'entendement. Les producteurs de lait canadiens, surtout ceux qui fournissent le lait industriel, non seulement se font dire combien de lait produire, mais ils paient une amende s'ils produisent plus que leur quota. Et c'est là la politique du gouvernement à un moment de l'histoire canadienne où les consommateurs paient leur lait plus cher qu'ils ne l'ont jamais payé, et où nous importons du lait en poudre.

M. Alkenbrack: Quelle honte.

M. Danforth: Voilà ce qui se passe dans l'industrie laitière, cette industrie dont le Canada était fier.

Nous produisons le meilleur blé au monde et nous avons une part énorme du marché international. Pourtant, le gouvernement soudoie maintenant les cultivateurs pour qu'ils ne produisent pas de blé. Et lorsque je dis «soudoie», j'emploie le mot dans un esprit de charité, car à mon avis il s'agit plutôt de chantage.

M. Mazankowski: Le gouvernement soudoie les cultivateurs avec leur propre argent.

M. Danforth: Qu'est-il arrivé à l'industrie du tabac, cette industrie qui nous vaut un demi-milliard de dollars? Le gouvernement restreint activement l'usage du tabac. Je n'y vois pas d'objection s'il menace la santé; mais il ne faut pas oublier que le Canada est l'un

des premiers producteurs de tabac au monde. L'industrie est concentrée dans les régions du Canada où la technologie de la culture du tabac ne le cède à nulle autre. Au lieu de condamner et de sacrifier l'industrie, n'est-il pas logique d'attendre du gouvernement qu'il encourage la recherche en vue de mettre au point un tabac acceptable qui ne contienne pas d'ingrédients soi-disant nocifs? Ce n'est pas impossible et on pourrait y arriver par des croisements ou d'autres procédés. Nos botanistes du ministère de l'Agriculture ne le cèdent à personne et si on leur exposait ce problème, je suis sûr qu'ils trouveraient une solution. Mais on ne leur a pas assigné la tâche précise d'une telle recherche et le gouvernement devrait prendre l'initiative dans ce domaine.

Que dire de notre industrie de l'élevage? Bien des fermiers conservent leurs fermes de nos jours uniquement parce qu'ils peuvent vendre du bœuf, des volailles et des porcs.

L'hon. M. Olson: Et le maïs?

M. Danforth: Comme c'est là le gagne-pain de la plupart d'entre eux, on s'attendrait à ce que le gouvernement encourage la vente de ces produits, afin que ces secteurs de l'agriculture n'aient pas à souffrir de ses politiques économiques. En favorisant l'importation de volailles, de bœuf, de porc, de dindons et même d'œufs, le gouvernement paralyse les seuls secteurs de l'agriculture dont le bilan ne soit pas déficitaire de nos jours. L'Orateur qui m'a précédé avait tout à fait raison de dire que l'agriculture ne survivra pas au Canada si le gouvernement n'adopte pas une politique à long terme, de nature à favoriser les investissements à longue échéance qui s'imposent si nous voulons que l'industrie puisse faire face à la demande mondiale, aux prix mondiaux et à la concurrence internationale. Mais c'est là une tâche qui incombe au gouvernement.

Que se passe-t-il du côté du commerce extérieur? Le gouvernement a montré, par ses initiatives, qu'il n'attache plus une grande importance à l'agriculture canadienne. Je dis cela en connaissance de cause. Il y a deux façons d'agir du gouvernement qui prouvent clairement mes dires. Premièrement, il conclut avec de petits pays des accords commerciaux à des fins de développement, en vertu desquels nous devons accepter des produits agricoles en échange de machines lourdes. Deuxièmement, le gouvernement adopte actuellement ce qu'il appelle une nouvelle politique de contrôle de l'offre. Ce que le gouvernement entend par là, c'est qu'il va restreindre la production canadienne pour répondre aux exigences de la consommation domestique et de notre part de moins en moins importante du marché international.